

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
**P R É F E C T U R E   D U   B A S - R H I N**

---

DIRECTION DES ACTIONS  
DE L'ETAT

Bureau de l'Environnement et  
des Espaces Naturels

ARRETE PREFECTORAL RECTIFICATIF

Société ALTVATER GmbH à STRASBOURG

LE PREFET DE LA REGION ALSACE  
PREFET DU BAS-RHIN

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article 23 ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 53-577 du 20 mai 1953 modifié fixant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 25 août 1995 portant consignation d'une somme de 1 000 000 F à l'encontre de la société ALTVATER GmbH à STRASBOURG ;

CONSIDERANT qu'à la suite d'une erreur matérielle, le 4ème visa de l'arrêté précité ainsi que le 2ème alinéa de l'article 1er dudit arrêté mentionne que le site où sont entreposés les déchets à valoriser ou à éliminer sont situés au 12, rue de Rouen à STRASBOURG ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

Article 1er -

L'article 1er de l'arrêté préfectoral du 25 août 1995 portant consignation d'une somme de 1 000 000 F à l'encontre de la société ALTVATER GmbH est rectifié comme suit :

"A cet effet, il est émis un titre de perception à l'encontre de la société ALTVATER GmbH susvisée en vue de la consignation entre les mains du trésorier payeur général d'une somme de 1 000 000 F (un million de francs) répondant du montant de l'engagement à valoriser ou à éliminer dans des conditions administratives et techniques satisfaisantes des divers déchets entreposés sur le site sis 12, rue de Nantes à STRASBOURG".

.../...

Article 2 -

Le quatrième visa de l'arrêté préfectoral du 25 août 1995 précité est rectifié comme suit :

"VU l'arrêté préfectoral du 24 décembre 1992 mettant en demeure la société ALTVATER GmbH de fournir à l'administration dans un délai d'un mois le résultat des analyses sur l'origine, la quantité, la nature et la date de dépôt des déchets (flottats de papeterie) ainsi que de faire part dans un délai de deux mois des propositions d'élimination et de valorisation de ces déchets entreposés sur le site du Port Autonome sis 12, rue de Nantes à STRASBOURG ;".

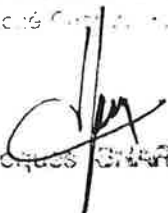
Article 3 -

Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,  
le trésorier payeur général du Bas-Rhin,  
les inspecteurs des installations classées de la direction régionale de  
l'industrie, de la recherche et de l'environnement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont  
ampliation sera notifiée à la société ALTVATER GmbH.

Strasbourg, le - 6 SEP. 1995

Pour amplexus  
P. le Secrétaire Général  
L'Attaché Culturel

  
Jacques CHAD



LE PREFET  
P. le Préfet  
le secrétaire général,

  
Pierre GUINOT-DELERY

Délai et voie de recours

(Article 14 de la loi n° 76-663  
du 19 juillet 1976 relative aux  
installations classées pour la  
protection de l'environnement).  
La présente décision ne peut être  
déférée qu'au Tribunal Administratif.  
Le délai de recours est de deux mois  
pour le demandeur ou l'exploitant.  
Le délai commence à courir du jour  
où la présente décision a été notifiée.